



الخزينة العامة للمملكة  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

# PRESS BOOK



**Bulletin mensuel  
Statistiques des Finances Publiques  
à fin Mai 2018**

**Juillet 2018**

# SOMMAIRE

## **L'Economiste du 21 Juin 2018** (p.30)

- Déficit budgétaire : 19 milliards de DH déjà !.

## **Le Matin Eco du 21 Juin 2018** (p.21)

- Finances publiques : Hausse des recettes ordinaires de 24,8% à fin mai 2018.

## **L'Economiste du 22 Juin 2018** (p.8)

- Budget: Les recettes ordinaires dopées par les dons.

## **Le Matin Eco du 22 Juin 2018** (p.22)

- Finances publiques : La dette intérieure caracole à 533,7 milliards de DH à fin mai.
- Chiffre du jour 1,6 milliards de DH.

## **La Vie Eco du 22 Juin 2018** (p.6)

- Le chiffre : 19,3 milliards de DH.

## **Les Inspirations Eco du 26 Juin 2018** (p.6)

- Déficit budgétaire : Les dons du Golfe donnent le la.

## **L'Opinion du 27 Juin 2018** (p.5)

- déficit budgétaire de plus de plus de 19 MMDH à fin mai 2018 29 MMD de financement intérieur pour le Trésor.

## **Libération du 28 Juin 2018** (p.8)

- déficit budgétaire de plus de 19 MMDH à fin mai 2018.

## **www.lematin.ma du 21 Juin 2018**

- La dette intérieure caracole à 533,7 milliards de DH à fin mai.

## **www.medias24.com du 21 Juin 2018**

- Les recettes fiscales font du surplace à fin mai.

## **www.perspectivesmed.ma du 21 Juin 2018**

- Finances publiques : Le déficit du Trésor plonge.

## **www.albayane.press.ma du 25 Juin 2018**

- Coin de l'expert : Ajustement technique.

## **www.financesnews.press.ma du 25 Juin 2018**

- déficit budgétaire de plus de 19 milliards de DH à fin mai 2018 (TGR) .

## **www.medias24.com du 25 Juin 2018**

- Dons du Golfe : Le premier accord devrait prendre fin en 2018.

## **www.lavieeco.com du 25 Juin 2018**

- déficit budgétaire de plus de 19 milliards de DH à fin mai 2018.

## **www.marocino.info du 26 Juin 2018**

- Budget : les dons des pays du Golfe atténuent le déficit.



### **الصباح في 25 يونيو 2018** (ص.2)

• هبات الخليج لسد عجز الميزانية : بوسعيد حول 24 مليارا من الصندوق الخاص بها لفائدة الميزانية العامة.

### **الاتحاد الاشتراكي في 27 يونيو 2018** (ص.1-5)

• الدين الداخلي للمغرب وصل عند متم ماي و إلى 533,7 مليار درهم : خدمة فوائد المديونية الخارجية قفزت بأكثر من 37 في المائة.

### **النهار المغربية في 27 يونيو 2018** (ص.4)

• 19 مليار درهم عجز الميزانية في ماي 2018 .

### **www.aljarida24.ma du 25 Juin 2018**

• من جديد..ارتفاع عجز ميزانية المغرب بأكثر من 19 مليار درهم.

### **www.albidaoui.ma du 25 Juin 2018**

• عجز الميزانية فاق 19 مليار درهم نهاية ماي 2018.

### **www.mapexpress.ma du 25 Juin 2018**

• عجز الميزانية فاق 19 مليار درهم نهاية ماي 2018.

### **www.almaghribtoday.net du 26 Juin 2018**

• بلغت 115,9 مليار درهم عي الأشهر الخمسة الأولى من 2018 : الخزينة العامة للمغرب تعلن ارتفاع المداخل العادية بنسبة 24%.

### **www.PJD.ma du 26 Juin 2018**

• الخزينة العامة : ارتفاع المداخل العادية للمغرب بلزيد من 24 بالمائة.

# ARTICLES

• **Déficit budgétaire:  
19 milliards de DH déjà!**

Le déficit budgétaire atteint 19,3 milliards de DH à fin mai contre 8,3 milliards à la même période de l'année dernière. Il s'est ainsi alourdi de 11 milliards de DH. Les cinq premiers mois de l'année ont été marqués par un accroissement de 0,2% des dépenses et une hausse de 1% des recettes. *K. M.*

## Finances publiques

### Hausse des recettes ordinaires de 24,8% à fin mai 2018

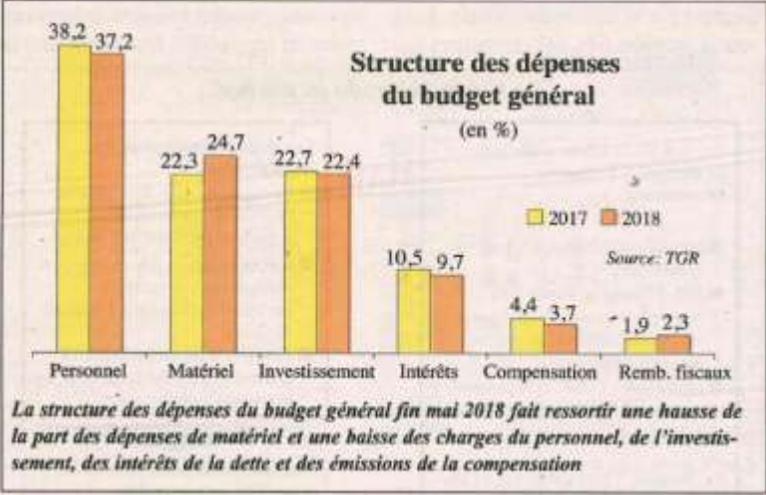
A fin mai 2018, les recettes ordinaires ont augmenté de 24,8%, en raison de la hausse des recettes non fiscales de 346,6%, des droits de douane de 17,5%, des impôts indirects de 5,5% conjuguée à la baisse des impôts directs de 5,2% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2,1%. Pour leur part, les dépenses globales ont crû de 4,8% en raison de l'augmentation de 7,2% des dépenses de biens et services. Dans ces conditions, le solde ordinaire est ressorti positif de 22,8 milliards de DH, avec un déficit budgétaire de 19,3 milliards.

Budget

# Les recettes ordinaires dopées par les dons

- 24 milliards de DH prélevés sur le Compte des dons des pays du Golfe
- L'impôt sur les sociétés plonge de 13% sur cinq mois

APRÈS une tendance haussière sur les mois précédents, les recettes ordinaires s'orientent à la baisse à fin mai dernier. Pour couvrir les dépenses éponymes, le Trésor a dû opérer des affectations à partir du Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe pour un montant de 24 milliards de DH. Ce qui explique le bon de 24,8% des recettes ordinaires. Sans cet apport, ces recettes se sont repliées de 1%. Ceci s'explique par la baisse de 5,5% des impôts indirects et de 5,2 des impôts directs de 5,2%. Avec un plongeon de 13% de l'impôt sur les sociétés et un repli de



La structure des dépenses du budget général fin mai 2018 fait ressortir une hausse de la part des dépenses de matériel et une baisse des charges du personnel, de l'investissement, des intérêts de la dette et des émissions de la compensation

2% des droits d'enregistrement et de timbre. Des baisses atténuées toutefois par l'augmentation des impôts indirects (5,5%), des droits de douane (17,5%) et des recettes non fiscales (346,6%) à 29 milliards de DH, soit un plus de 23

milliards par rapport à mai 2017. Un pactole qui provient non pas des recettes de monopole, celles-ci ayant plongé de 56,5% sur les 5 premiers mois, mais «des recettes diverses» ou les versements au profit du budget général. La rubrique englobe, selon la nomenclature de la TGR, les recettes des différents ministères, notamment les amendes transactionnelles

exception des majorations de retard qui affichent un bond de 14%. Au niveau des dépenses, les charges ordinaires sont en hausse de 5,2%. Elle résulte de l'augmentation des dépenses des biens et services (7,2%) et de celle du personnel (2,1%).

Les dépenses des «autres services» qui englobent l'assistance technique, les séminaires et les déplacements des hauts fonctionnaires explosent de près de 16% à 29,6 milliards de DH. A noter que ces dépenses tiennent compte également des transferts au profit de la Caisse marocaine des retraites (5,3 milliards de DH), aux divers établissements publics (11,5 milliards de DH) et aux Comptes spéciaux du Trésor.

Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont également augmenté de 26%. Le montant global s'est établi à près de 2,8 milliards de DH. Un petit bol d'oxygène pour les entreprises bénéficiaires.

Parallèlement, la charge de la compensation a baissé de 12,9% et celle des intérêts de la dette a reculé de 2,6%. En

## Finances publiques

# La dette intérieure caracole à 533,7 milliards de DH à fin mai



**P**as de répit pour la dette intérieure. Son encours s'est encore amplifié au cours des cinq premiers mois de cette année, s'élevant à 533,7 milliards de dirhams, en progression de 2,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2017, selon les dernières statistiques publiées par la Trésorerie générale du Royaume. Une évolution qui émane d'un recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 11,4 milliards, résultant de souscriptions pour 44,6 milliards et de remboursements pour 33,1 milliards, contre un recours pour un montant net de 12,5 milliards un an auparavant, résultant de souscriptions pour 56,1 milliards et de remboursements pour 43,6 milliards. ■

**Chiffre  
du jour**

**1,6  
milliard  
de DH**

À fin mai 2018,  
les recettes  
des services  
de l'État gérés  
de manière  
autonome ont  
atteint 1,6 mil-  
liard de DH,  
en hausse de  
64,1%.

LE CHIFFRE

**19,3 milliards de DH**

**C'est le montant du déficit budgétaire  
sur les cinq premiers mois de 2018  
contre 8,3 milliards à la même période  
de 2017.**

## Déficit budgétaire

# Les dons du Golfe donnent le la

● Les recettes ont grimpé de 24,8% grâce à un versement exceptionnel des dons des pays du CCG de 24 MMDH. Les dépenses ont en revanche connu une très légère augmentation de 0,2% à fin mai, selon la TGR.

Le déficit budgétaire a plus que doublé à fin mai 2018, en comparaison avec la même période de l'année précédente. C'est ce qui ressort du bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de la Trésorerie générale du royaume (TGR). Le document indique que la situation des charges et

des ressources dégage un déficit de 19,3 MMDH contre seulement 8,3 MMDH à fin mai 2017. Plus en détail, les recettes ordinaires, est-il indiqué par la TGR, ont totalisé 115,9 MMDH au titre des cinq premiers mois de l'année, en hausse de 24,8%. Cette performance s'explique par un versement exceptionnel de 24 MMDH

émanant des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Si l'on exclut ces dons, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%. C'est dire l'importance et le poids de cet apport dans la structure du budget. Serait-on alors tenté de conclure à une dépendance de l'équilibre budgétaire à cette manne du Golfe? Cela pourrait faire l'objet d'un débat budgétaire passionné. Par ailleurs, l'accroissement des recettes ordinaires s'explique par l'envolée des recettes non fiscales de 346,6%, ainsi que par la progression des droits de douane de 17,5% et des impôts indirects de 5,5%. Le tout, conjugué à la baisse des impôts directs de 5,2% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2,1%.

### Bonne tenue des engagements

En revanche, les dépenses émises au titre du Budget général n'ont pas beaucoup augmenté. Elles ont été de 133,6 MMDH, en augmentation de 0,2%, précise la TGR. Cette augmentation, est-il expliqué, est due à la hausse de 6,4% des dépenses de fonctionnement, de 3,5% des dépenses d'investissement, conjuguée

à un recul de 18% des charges de la dette budgétisée. Et la TGR de noter que la diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 27,8% des remboursements du principal (13,5 MMDH contre 18,8 MMDH) et de 2,6% des intérêts de la dette (11,7 MMDH contre 12 MMDH). Sur un autre registre, les engagements se portent plutôt bien. Ils se sont élevés à 246,8 MMDH au titre des cinq premiers mois de l'année en cours, soit un taux global d'engagement de 50% contre 44% à fin mai 2017. Le taux d'émission sur engagements a été de 76% contre 75% un an auparavant.

### Solde négatif des CST

Quid des comptes spéciaux du Trésor? Les CST ont enregistré des recettes ayant atteint 37,9 MMDH, tenant compte des transferts reçus des charges communes du Budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Golfe. Leurs dépenses se sont chiffrées à 54,3 MMDH, compte tenu du versement de 25,6 MMDH au profit du Budget général. Il en ressort un solde négatif de 16,4 MMDH. Mais si l'on enlève l'affectation du Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe au profit du Budget général, ce solde serait alors positif de 7,6 MMDH. Enfin, pour ce qui est des Services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA), leurs recettes ont été de 1,6 MMDH, en hausse de 64,1%, alors que leurs dépenses émises ont atteint 339 MDH, en diminution de 30,2% par rapport à fin mai 2017.

● PAR MOSTAFA BENTAK  
m.bentak@leseco.ma

## Déficit budgétaire de plus de 19 MMDH à fin mai 2018

# 29 MMDH de financement intérieur pour le Trésor

L'exécution de la loi de finances sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 19,3 MMDH à fin mai 2018, contre un déficit de 8,3 MMDH un an auparavant, indique la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Dans son dernier bulletin de statistiques des finances publiques, la TGR rend compte des principales évolutions qui ont contribué à la réalisation d'un tel résultat.

Aussi, est-il indiqué que les recettes ordinaires se sont établies à 115,9 MMDH au titre des cinq premiers mois de 2018, en hausse de 24,8% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe» au profit du budget général.

Hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%, souligne la même source en ajoutant que ceci s'explique par l'augmentation des recettes non fiscales de 346,6%, des droits de douane de 17,5%, des impôts indirects de 5,5%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 5,2% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2,1%.

Concernant les dépenses émises au titre du budget général, elles ont été de 133,6 MMDH, en augmentation de 0,2%, en raison de l'augmentation de 6,4% des dépenses de fonctionnement, de 3,5% des dépenses d'investissement et du recul de 18% des charges de la dette budgétisée dont la diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par le recul de 27,8% des remboursements du principal



(13,5 MMDH contre 18,8 MMDH) et de 2,6% des intérêts de la dette (11,7 MMDH contre 12 MMDH), relève la TGR.

Le bulletin fait également ressortir que

les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 246,8 MMDH au titre des cinq premiers mois de l'an-

née en cours, représentant un taux global d'engagement de 50% contre 44% à fin mai 2017. Le taux d'émission sur engagements a été de 76% contre 75% un an auparavant.

Quant aux recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST), elles ont atteint 37,9 MMDH, tenant compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 millions de dirhams (MDH) au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses des CST se sont chiffrées à 54,3 MMDH, compte tenu du versement de 25,6 MMDH au profit du budget général, relève la même source, précisant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 902 MDH.

Le solde de l'ensemble des CST a été négatif pour 16,4 MMDH, selon la TGR qui note que hormis le versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe» au profit du budget général, ce solde est positif de 7,6 MMDH.

S'agissant des services de l'État gérés de manière autonome, leurs recettes ont été de 1,6 MMDH, en hausse de 64,1%, alors que leurs dépenses émises ont atteint 339 MDH en diminution de 30,2% par rapport à fin mai 2017.

En termes de financement, la TGR précise que compte tenu d'un besoin de financement de 25,2 MMDH contre un besoin de financement de 15,8 MMDH à fin mai 2017 et d'un flux net négatif de 3,8 MMDH du financement extérieur contre un flux net négatif de 2,4 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 29 MMDH contre 18,2 MMDH à fin mai 2017.

## Baisse de 4,8% des ventes de ciment

Les ventes de ciment, indicateur clé du secteur du BTP, se sont repliées à 4,8% à fin mai 2018 après une baisse de 5,8% à fin mai 2017, selon la Direction des études et des prévisions financières (DEPF), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Pour ce qui est du financement des opérations immobilières, l'encours des crédits alloués au secteur a progressé de 3,5% à fin avril 2018, après +3,9% un an auparavant, relève la DEPF dans sa dernière note, publiée mercredi.

Cette évolution est attribuable à la bonne tenue des crédits accordés à l'habitat de 3,4% et à l'augmentation de ceux attribués à la promotion immobilière de 3%, explique la DEPF. Sur un autre plan, le volume des transactions enregistrées dans le secteur immobilier s'est accru de 1,5% au cours du 1er trimestre 2018, rappelle la même source. Ce résultat provient de l'accroissement des ventes des terrains de 16,1% et de celui des actifs à usage professionnel de 6,2%, allégé par le retrait des ventes des biens résidentiels de 3%, ajoute-t-on.

## Déficit budgétaire de plus de 19 MMDH à fin mai 2018

**L**a situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 19,3 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai 2018, contre 8,3 MMDH un an auparavant, indique lundi, la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Economie et des Finances.

Dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de mai 2018, rapporte la MAP, la TGR fait savoir que les recettes ordinaires se sont établies à 115,9 MMDH au titre des cinq premiers mois de 2018, en hausse de 24,8% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé "Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe" au profit du budget général. Hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%, souligne la même source. Concernant les dépenses émises au titre du budget général, elles ont été de 133,6 MMDH, en augmentation de 0,2%, relève la TGR.

L'accroissement des recettes ordinaires s'explique par l'envolée des recettes non fiscales de 346,6%, ainsi que par la progression des droits de douane de 17,5% et des impôts indirects de 5,5%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 5,2% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2,1%. Pour ce qui est des dépenses, leur augmentation est due à la hausse de 6,4% des dépenses de fonctionnement, de 3,5% des dépenses d'investissement, conjuguée à un recul de 18% des charges de la dette budgétisée, précise la TGR, notant que la diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 27,8% des remboursements du principal (13,5 MMDH contre 18,8 MMDH) et de 2,6% des intérêts de la dette (11,7 MMDH contre 12 MMDH).

Le bulletin fait également ressortir que les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 246,8 MMDH au titre des cinq premiers mois de l'année en cours, représentant un taux global d'engagement de 50% contre 44% à fin mai 2017. Le taux d'émission sur engagements a été de 76% contre 75% un an auparavant.

Quant aux recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST), elles ont atteint 37,9 MMDH, tenant compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 millions de dirhams (MDH) au titre des dons des pays du Golfe, indique la TGR.

Les dépenses des CST se sont chiffrées à 54,3 MMDH, compte tenu du versement de 25,6 MMDH au profit du budget général, relève la même source, précisant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 902 MDH.

## **La dette intérieure caracole à 533,7 milliards de DH à fin mai**

Pas de répit pour la dette intérieure. Son encours s'est encore amplifié au cours des cinq premiers mois de cette année, s'élevant à 533,7 milliards de dirhams, en progression de 2,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2017, selon les dernières statistiques publiées par la Trésorerie générale du Royaume.

Une évolution qui émane d'un recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 11,4 milliards, résultant de souscriptions pour 44,6 milliards et de remboursements pour 33,1 milliards, contre un recours pour un montant net de 12,5 milliards un an auparavant, résultant de souscriptions pour 56,1 milliards et de remboursements pour 43,6 milliards.

## Les recettes fiscales font du surplace à fin mai

Par S.N.



**Les recettes de l'IS sont toujours en baisse. Celles non fiscales sont dopées par un transfert du compte spécial du Trésor (CST) relatif aux dons du CCG. Le besoin de financement du Trésor se creuse à 25 milliards de DH.**

A fin mai, les **recettes ordinaires** du Trésor s'élèvent à 115,9 milliards de DH, **en hausse de 24,8%** par rapport à la même période en 2017, selon les dernières statistiques de la Trésorerie Générale du Royaume.

Cette hausse inhabituelle est due à un fort accroissement des recettes non fiscales qui passent de 6,5 à 29 milliards de DH. Une augmentation qui s'explique par un **transfert exceptionnel d'un montant de 24 milliards de DH** du compte spécial du Trésor relatif aux dons du Conseil de coopération du Golfe vers le budget général.

Autrement dit, il s'agit d'un **reclassement qui ne change rien** à la situation globale des finances publiques.

Les **recettes fiscales** font toujours du surplace: **+0,6%, à 86,8 milliards de DH**. Une stagnation qui cache le recul des recettes de l'IS et la progression des autres types d'impôts et taxes.

**L'impôt sur les sociétés affiche une baisse de 13%**. Elle s'explique par la régularisation en mars dernier des acomptes provisionnels versés en 2017 suite aux mauvaises performances économiques de cette année ayant impacté les bénéfices des entreprises.

Les autres principaux impôts évoluent favorablement: **+2,8% pour l'impôt sur le revenu, +3,1% pour la TIC et +6,5% pour la TVA**.

De leur côté, **les dépenses courantes ont augmenté de 5,2%**, sous l'effet de la hausse des charges du personnel et des autres biens et services : **+7,2%**, à 74 milliards de DH.

**Les charges de la dette de la compensation affichent, elles, une baisse** respectivement de 2,6%, à 11,6 milliards de DH et de 13%, à 4,4 milliards de DH.

Quant aux **dépenses d'investissement, elles ont augmenté de 3,5%**, à 26,9 milliards de DH.

Tenant compte du solde des CST et des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), **le déficit du Trésor s'élève à 19,3 milliards de DH** contre 8,3 milliards une année auparavant.

Avec la variation des instances, **le besoin de financement du Trésor s'est établi à 25,1 milliards de DH** contre 15,8 milliards en mai 2017.

Ce besoin de financement a été satisfait entièrement par des levées sur le marché domestique : 28,9 milliards de DH.

Le financement extérieur a, lui, enregistré plus de remboursements que de tirages, avec un solde négatif de 3,8 milliards de DH.

## Finances publiques: Le déficit du Trésor plonge



A fin mai 2018 et en comparaison avec la même période de 2017, l'exécution de la loi de Finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître un déficit budgétaire de 19,3 Mrds Dh contre un déficit budgétaire de 8,3 Mrds Dh un an auparavant.

Dans le détail, et selon les chiffres de la Trésorerie générale du Royaume (TGR), les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 24,8% provenant de la hausse des recettes douanières de 8,2% : droits de douane (+17,5%), TVA à l'importation (+8,5%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+2%) ; de l'accroissement de la TIC sur les tabacs manufacturés (+5,4%) et la stagnation des autres TIC ; du recul de la fiscalité domestique de 3,1% :

IS (-13,1%), IR (+2,8%), TVA à l'intérieur (+3,8%), droits d'enregistrement et timbre (-2,1%) et majorations de retard (+14,7%).

La hausse de l'IR de 2,8% ou +489 MDH provient pour 42% ou +205 MDH de l'augmentation de l'IR retenu à la source sur les salaires des fonctionnaires ; et enfin de la hausse des recettes non fiscales de 346,6% en raison notamment de l'augmentation des versements des comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général (25,6 Mrds Dh contre 920 MDH) et de la redevance gazoduc (790 MDH contre 499 MDH), conjuguée à la diminution des recettes de monopoles (1.313 MDH contre 3.015 MDH) et des fonds de concours (62 MDH contre 287 MDH).

Au niveau des dépenses, et avec un taux d'engagement global des dépenses de 50% et un taux d'émission sur engagements de 76% contre respectivement 44% et 75% un an auparavant, les dépenses ordinaires émises ressortent en hausse de 5,2%, en raison de l'augmentation de 7,2% des dépenses de biens et services, due à la hausse de 2,1% des dépenses de personnel et de 15,8% des autres dépenses de biens et services, de l'augmentation de 26% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux,

conjuguée à la baisse de 12,9% des émissions de la compensation et de 2,6% des charges en intérêts de la dette.

Le montant global des remboursements de TVA a été de 2.816 MDH contre 2.619 MDH à fin mai 2017.

De leur côté, les dépenses d'investissement émises sont en hausse de 3,5%, passant de 26 Mrds Dh à fin mai 2017 à 26,9 Mrds Dh à fin mai 2018, en raison de l'augmentation de 6,1% des charges communes et de 1,5% des dépenses des ministères.

Au final, le solde ordinaire du Trésor est positif de 22,8 Mrds Dh contre un solde positif de 4,3 Mrds Dh un an auparavant. Hormis le versement exceptionnel de 24 Mrds Dh effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général, le solde ordinaire à fin mai 2018 est négatif de 1,2 Mrd Dh.

Compte tenu d'un solde négatif de 15,1 Mrds Dh dégagé par les CST et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), le déficit du Trésor est de 19,3 Mrds Dh contre 8,3 Mrds Dhs à fin mai 2017 issu d'un solde positif de 13,4 Mrds Dh dégagé par les CST et les SEGMA.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe contre 1.063 MDH à fin mai 2017.

## Coin de l'expert: Ajustement technique



**Economie & Finances by rahal mehamed**

### Quel est l'évènement de la semaine?

Je pense à l'annonce de la Trésorerie Générale du Royaume qui a annoncé pour les 5 premiers mois de 2018, un déficit du Trésor de 19,3 milliards de DH, largement supérieur au déficit du Trésor de 8,3 milliards de DH à fin mai 2017. Pourtant, le solde ordinaire a été positif de 22,8 Milliards de DH contre un solde positif de 4,3 milliards de DH un an auparavant.

### Comment expliquer ce décalage?

Le gouvernement a procédé à un ajustement technique grâce à un versement exceptionnel de 24 milliards de DH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général. En effet, hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%. Toutefois, cet ajustement n'est pas que positif car il explique le solde négatif de 15,1 milliards de DH dégagé par les CST et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) en 2018. Lors de la même période en 2017, le déficit budgétaire avait bénéficié d'un solde positif de 13,4 milliards de DH dégagé par les CST et les SEGMA.

### Que doit-on donc retenir de ces chiffres?

En résumé, les pouvoirs publics ont de plus en plus de mal à faire baisser significativement le déficit budgétaire, ce explique les nouvelles prévisions de BAM qui table sur 3,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2018 et 3,3% en 2019. Il s'agit d'un ralentissement de la baisse du déficit qui était de 3,6% du PIB en 2017. Surtout, Bank Al Maghrib tablait en mars sur un déficit de 3,2% du PIB en 2018 et en 2019 alors que l'objectif affiché par le gouvernement était de 3% du PIB.

## Déficit budgétaire de plus de 19 milliards de DH à fin mai 2018 (TGR)



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 19,3 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai 2018, contre 8,3 MMDH un an auparavant, indique lundi, la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de mai 2018, la TGR fait savoir que les recettes ordinaires se sont établies à 115,9 MMDH au titre des cinq premiers mois de 2018, en hausse de 24,8% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «*Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe*» au profit du budget général. Hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%, souligne la même source.

Recettes :

- Hausse des recettes douanières de 8,2% : droits de douane (+17,5%), TVA à l'importation (+8,5%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+2%) ;
- Accroissement de la TIC sur les tabacs manufacturés (+5,4%) et la stagnation des autres TIC;
- Recul de la fiscalité domestique de 3,1% : IS (-13,1%), IR (+2,8%), TVA à l'intérieur (+3,8%), droits d'enregistrement et timbre (-2,1%) et majorations de retard (+14,7%). La hausse de l'IR de 2,8% ou +489 MDH provient pour 42% ou +205 MDH de l'augmentation de l'IR retenu à la source sur les salaires des fonctionnaires, note la TGR.
- Hausse des recettes non fiscales de 346,6% en raison notamment de l'augmentation des versements des comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général (25,6 MMDH contre 920 MDH) et de la redevance gazoduc (790 MDH contre 499 MDH), conjuguée à la diminution des recettes de monopoles (1.313 MDH contre 3.015 MDH) et des fonds de concours (62 MDH contre 287 MDH).

## Dépenses :

- Un taux d'engagement global des dépenses de 50% et un taux d'émission sur engagements de 76% contre respectivement 44% et 75% un an auparavant ;
- Des dépenses ordinaires émises en hausse de 5,2%, en raison de l'augmentation de 7,2% des dépenses de biens et services, due à la hausse de 2,1% des dépenses de personnel et de 15,8% des autres dépenses de biens et services, de l'augmentation de 26% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conjuguée à la baisse de 12,9% des émissions de la compensation et de 2,6% des charges en intérêts de la dette. Le montant global des remboursements de TVA a été de 2.816 MDH contre 2.619 MDH à fin mai 2017.
- Des dépenses d'investissement émises en hausse de 3,5%, passant de 26 MMDH à fin mai 2017 à 26,9 MMDH à fin mai 2018, en raison de l'augmentation de 6,1% des charges communes et de 1,5% des dépenses des ministères.

## Dons du Golfe: le premier accord devrait prendre fin en 2018

Par [SOUHAIL NHAILI](#)



ROUND UP. De 2013 à 2017, le Maroc a reçu environ 4,2 milliards de dollars sur les 5 milliards promis par 4 pays du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats, Qatar et Koweït) pour financer des projets de développement. Un reliquat de 7 milliards de DH est attendu en 2018. En l'absence de nouveaux dons, les finances publiques et les réserves internationales seront affectées. Froidure avec l'Arabie Saoudite, crise du Qatar, volatilité du pétrole, la conjoncture est loin d'être favorable pour concrétiser de nouveaux dons.

Malgré un glissement de calendrier de plus d'un an, l'exécution du partenariat Maroc-Pays du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) affiche un taux de réalisation satisfaisant, dans sa partie financement de projets de développement via des dons.

A fin 2017, les tirages cumulés depuis 2013 atteignent près de 39 milliards de DH (données compilées par Médias24 à partir des chiffres de la Trésorerie Générale du Royaume).

Sur la base d'un cours moyen du dollar de 9,20 DH (il a évolué entre 8 et 10 DH), cela représente un montant d'environ 4,2 milliards de dollars sur les 5 milliards programmés, soit un taux de réalisation d'un peu plus de 80%.

Il reste un reliquat de 7 milliards de DH, montant que les pouvoirs publics espèrent encaisser courant 2018. Il est d'ailleurs budgétisé dans la Loi de finances 2018 et intégré par Bank Al-Maghrib dans ses prévisions des réserves de change de cette année.

Jusqu'à fin mai, les comptes de la TGR n'affichaient qu'une recette de 147 MDH depuis le début de l'année. Mais le déblocage peut intervenir à tout moment au cours des prochains mois. Au pire, il y aura un léger décalage vers 2019.

Rappelons que le Conseil des pays du CCG a adopté, lors de sa 32e session tenue à Ryad le 20 décembre 2011, la décision d'octroyer au Maroc un don de 5 milliards de dollars sur une période de cinq années (2012-2016) en vue de financer la réalisation de projets de

développement au Maroc. Il s'agit de 1,25 milliard de dollar pour chacun des 4 pays signataires (Arabie saoudite, Qatar, Emirats et Koweït).

Au cours de la visite royale aux pays du CCG en octobre 2012, plusieurs programmes et projets prévus dans le cadre des différentes stratégies sectorielles mises en œuvre par le Maroc avaient été proposés pour bénéficier de ce financement.

Il s'agit en particulier de programmes et projets concernant le secteur agricole, les infrastructures, la santé, l'habitat, l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, ainsi que l'Initiative nationale pour le développement humain.

Les débloquages ont démarré en 2013 et un compte spécial du Trésor a été créé pour y loger les fonds.

Le démarrage a été timide avec le transfert de 5,2 milliards de DH en 2013. Mais un rattrapage s'est opéré en 2014 avec une recette de 13,12 milliards de DH contre une prévision 8,5 milliards.

En 2015 et 2016, les débloquages ont replongé: respectivement 3,72 et 7,23 milliards de DH. Rappelons que les cours du pétrole ont fortement chuté depuis la mi-2014, passant de 115 dollars pour le baril de Brent en Juin 2014 à 26 dollars en janvier 2016. Une tendance qui a lourdement impacté les finances des pays du CCG dont les économies reposent essentiellement sur la production et l'exportation du pétrole et du gaz.

En 2017, rattrapage encore une fois, avec une recette de 9,55 milliards de DH, soit 120% de l'objectif du budget.

L'essentiel des montants des dons engagé

Quelle est la cause de ce glissement de calendrier ? Est-ce la conjoncture économique difficile dans les pays du Golfe depuis la chute des prix du pétrole ? Ou est-ce un retard dans la définition, la programmation et l'exécution des projets à financer ?

Contacté par Médias24, le ministère des Finances n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Précisons que dans le cadre de ce partenariat, les dépenses sont engagées par le Maroc sur le budget général et les débloquages sont effectués a posteriori. D'ailleurs, les Finances viennent d'effectuer un transfert du solde de 24 milliards de DH du CST «Dons CCG» vers le budget général de l'Etat.

Selon le rapport sur les Comptes spéciaux du Trésor accompagnant la loi de finances 2018, la totalité des montants des dons saoudien, koweïtien et qatari était engagée à fin août 2017 (dernières données disponibles).

"Sur le don émirati, un montant de 750 millions de dollars avait déjà été engagé et les 500 MDH restants ont fait l'objet d'un programme préalablement validé par les responsables du

Fonds Abu Dhabi et dont l'engagement est en instance en attendant son approbation par le Conseil d'Administration de ce Fonds", lit-on sur le rapport.

Toutefois, même si l'essentiel des montants était engagé, l'état des tirages cumulés montre un retard pour l'Arabie saoudite et les Emirats, dont les tirages atteignaient la moitié des dons programmés à fin août 2018 (respectivement 671 et 615 millions de dollars). Pour le Koweït et le Qatar, les débloquages dépassaient déjà 1,1 milliard de dollars sur le 1,25 milliard promis par chaque pays.

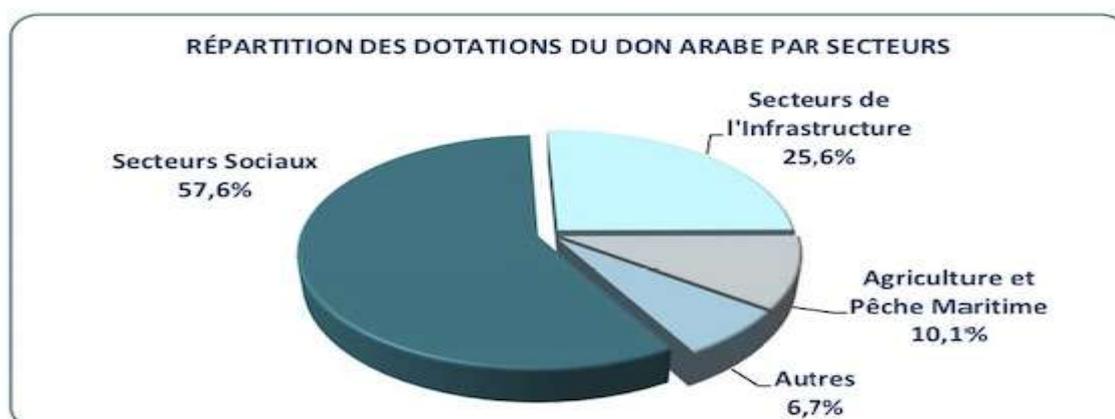
Les tirages au 31/08/2017 (en Millions \$ US)

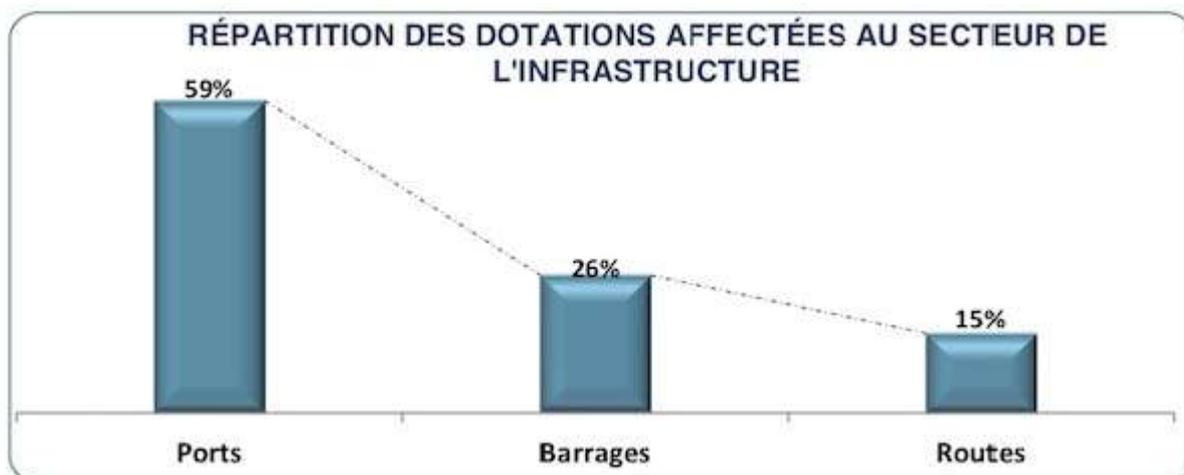
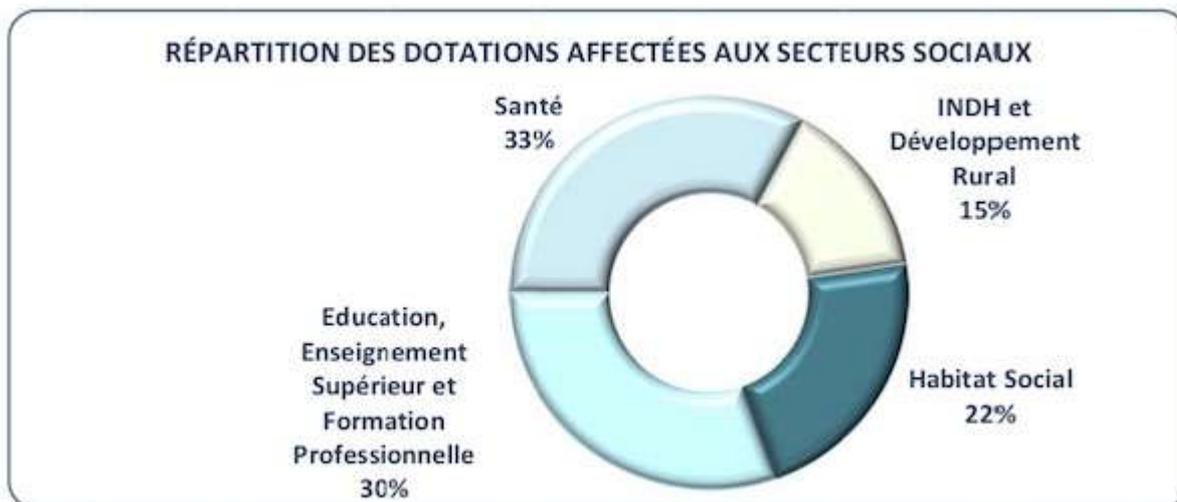
Bailleurs de fonds	Tirages cumulés réalisés au 31.08.2017	Tirages cumulés prévisionnels à fin 2017
Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA)	1.134	1.250
Fonds Saoudien pour le Développement (FSD)	671	803
Fonds Abu Dhabi pour le Développement (FADD)	615	1.030
Fonds Qatar pour le Développement (FQD)	1.125	1.250
<b>Total</b>	<b>3.545</b>	<b>4.333</b>

**Source: Rapport CST 2018**

En tous les cas, ce financement colossal de 5 milliards de dollars (bientôt bouclé) sert à développer des projets à fort impact économique et social.

La répartition sectorielle du portefeuille de projets fait ressortir une prédominance des secteurs sociaux qui s'accaparent près de 58% des financements, "ce qui traduit la préférence des donateurs pour les projets à vocation sociale", notent les rédacteurs du rapport sur les CST. Au deuxième rang, figurent les projets relevant des secteurs de l'infrastructure avec 26% des financements.





**Source: Rapport CST 2018**

La question qui se pose maintenant est de savoir si ce partenariat Maroc-CCG sera reconduit, renforcé ou réduit après l'achèvement de cette première phase.

### **Les dons atténuent les déficits du compte extérieur et du Trésor**

L'absence de nouveaux dons aura un impact significatif sur les finances extérieures (réserves de change) et publiques (déficit du Trésor) à partir de 2019, ce qui retardera leur ajustement en cours.

D'ailleurs, **Bank Al-Maghrib prévoit une baisse d'environ 10 milliards de DH des réserves de change** en 2019 par rapport à 2018, en partie en raison de la non-récurrence des dons prévus cette année. De sources gouvernementales sûres, nous apprenons toutefois que le Maroc souhaite négocier un nouveau cycle de dons avec le même objectif: les projets de développement.

Notons, d'une part, que les accords du genre sont conclus au plus haut niveau de l'Etat et, d'autre part, que la conjoncture est loin d'être très favorable:

- Selon des sources bien informées, même si sur le plan des institutions rien n'a changé entre le Maroc et l'Arabie saoudite, **un froid caractérise actuellement les relations entre les deux pays**, depuis le soutien de l'Arabie saoudite à la candidature nord-américaine pour l'organisation de la **Coupe du monde 2016**.

- Malgré la reprise des cours du pétrole depuis Juin 2017, passant de 44 dollars à 75 dollars actuellement, **les pays du Golfe ne sont toujours pas sortis de leurs difficultés**. Selon le FMI, ces pays doivent impérativement comprimer davantage leurs dépenses publiques, surtout que le prix d'équilibre pour le pétrole se situe à un niveau élevé pour l'Arabie saoudite et le Koweït (près de 80 dollars).

- **La crise du Qatar** (blocus par l'Arabie saoudite, Emirats, Bahreïn et Egypte) est loin d'être finie, ce qui a des conséquences économiques et géopolitiques sur la région (Golfe et Mena) ainsi que sur les partenaires de ces pays. La position indépendante du Maroc, celle de la neutralité, n'est pas bien accueillie par les leaders de la région.

Toutefois, les relations entre le Maroc et les pays du Conseil de Coopération du Golfe évoluent dans le cadre d'un **partenariat stratégique** qui dure depuis de longues années et qui témoigne de leur solidité, a noté Mohammed Tawfik Mouline, DG de l'Institut royal des études stratégiques (IRES), lors d'une récente rencontre sur le sujet.

D'ailleurs, hormis les dons, notons l'augmentation, entre 2010 et 2015, de la part des pays du CCG de 11,8% à 27,7% dans les IDE au Maroc, de 10,6% à 16,7% pour les transferts MRE et de 5 à 8,7% pour les recettes touristiques.

## Déficit budgétaire de plus de 19 milliards de dirhams à fin mai 2018



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 19,3 milliards de dirhams à fin mai 2018, contre 8,3 milliards de dirhams un an auparavant, indique lundi 25 Juin 2018, la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de mai 2018, la TGR fait savoir que les recettes ordinaires se sont établies à 115,9 milliards de dirhams au titre des cinq premiers mois de 2018, en hausse de 24,8% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 milliards de dirhams effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général. Hormis ce versement, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%, souligne la même source.

Concernant les dépenses émises au titre du budget général, elles ont été de 133,6 milliards de dirhams, en augmentation de 0,2%, relève la TGR.

L'accroissement des recettes ordinaires s'explique par l'envolée des recettes non fiscales de 346,6%, ainsi que par la progression des droits de douane de 17,5% et des impôts indirects de 5,5%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 5,2% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2,1%.

Pour ce qui est des dépenses, leur augmentation est due à la hausse de 6,4% des dépenses de fonctionnement, de 3,5% des dépenses d'investissement, conjuguée à un recul de 18% des charges de la dette budgétisée, précise la TGR, notant que la diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 27,8% des remboursements du principal (13,5 milliards de dirhams contre 18,8 milliards de dirhams) et de 2,6% des intérêts de la dette (11,7 milliards de dirhams contre 12 milliards de dirhams).

Le bulletin fait également ressortir que les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 246,8 milliards de dirhams au titre des cinq premiers mois de l'année en cours, représentant un taux global d'engagement de 50% contre 44% à fin mai 2017. Le taux d'émission sur engagements a été de 76% contre 75% un an auparavant.

Quant aux recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST), elles ont atteint 37,9 milliards de dirhams, tenant compte des transferts reçus des charges communes du budget général

d'investissement pour 11,1 milliards de dirhams et de la rentrée de 147 millions de dirhams au titre des dons des pays du Golfe, indique la TGR.

Les dépenses des CST se sont chiffrées à 54,3 milliards de dirhams, compte tenu du versement de 25,6 milliards de dirhams au profit du budget général, relève la même source, précisant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 902 millions de dirhams.

Le solde de l'ensemble des CST a été négatif pour 16,4 milliards de dirhams, selon la TGR qui note que hormis le versement exceptionnel de 24 milliards de dirhams effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général, ce solde est positif de 7,6 milliards de dirhams.

S'agissant des services de l'Etat gérés de manière autonome, leurs recettes ont été de 1,6 milliard de dirhams, en hausse de 64,1%, alors que leurs dépenses émises ont atteint 339 millions de dirhams en diminution de 30,2% par rapport à fin mai 2017.

## Budget: les dons des pays du Golfe atténuent le déficit



Kiosque360. Le déficit budgétaire a plus que doublé au terme des 5 premiers mois de l'année. La situation aurait pu être pire en l'absence du versement exceptionnel de dons des pays du Golfe.

Le déficit budgétaire s'est fortement creusé pour s'établir, à fin mai 2018, à 19,3 milliards de dirhams, contre 8,3 milliards de dirhams à la même période de l'année dernière.

Pourtant, selon les données de la Trésorerie générale du royaume (TGR) compilées par Les Inspirations Eco dans sa livraison du mardi 26 Juin 2018, les recettes ont enregistré un bond exceptionnel de 24,8% pour atteindre 115,9 milliards de dirhams.

Seulement, cette remarquable progression des recettes ordinaires n'est pas le fait de la hausse des recettes locales. «Cette performance s'explique par un versement exceptionnel de 24 milliards de dirhams des pays du Conseil de coopération du Golfe», explique le quotidien économique. Pour preuve, «si l'on exclut ces dons, les recettes ordinaires ont enregistré une baisse de 1%», lit-on dans les colonnes du journal.

En clair, si le royaume n'avait pas bénéficié de ces largesses, le déficit budgétaire aurait été beaucoup plus important et aurait pu pousser l'Etat à s'endetter davantage pour faire face aux dépenses. D'où la problématique de dépendance du budget vis-à-vis des dons des pays du Golfe.

En détail, les recettes ordinaires sont tirées par les ressources non fiscales (+346,6%), les droits de douane (+17,5%) et les impôts indirects (+5,5%). Par contre, les impôts directs ont enregistré un recul de 5,2%.

Du côté des dépenses, l'Etat a pu maîtriser les dépenses avec une quasi-stagnation de celles-ci (+0,2%) à 133,6 milliards de dirhams. Si les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement ont progressé de respectivement 6,4% et 3,5%, les charges de la dette ont par contre chuté de 18%.

**Karim Zeidane**

# هبّات الخليج لسد عجز الميزانية

بوسعيد حول 24 مليارا من الصندوق الخاص بها لفائدة الميزانية العامة



الهبّات  
سأهمت في  
رفع موارد  
الميزانية

(عبد  
المجيد بريوات)

في ما يتعلق بالضريبة الداخلية على الاستهلاك المفروضة على التبغ المصنوع، التي وصلت إلى 4 ملايين 39 مليون درهم إلى غاية نهاية ماي الأخير، وسجلت ارتفاعا بنسبة 5.4 %، كما حصلت خزينة الدولة من الضريبة الداخلية على الاستهلاك على المحروقات 4 ملايين 39 مليون درهم، ما يمثل زيادة بنسبة 2 %، كما عرفت موارد الضريبة على القيمة المضافة ارتفاعا بنسبة 6.5 %، لتصل إلى 27 مليارا و 257 مليون درهم. ومكنت الضرائب غير الجبائية من الحد، أيضا، من تدهور توازنات الميزانية، إذ سجلت ارتفاعا بنسبة 346.6 %، مقارنة بالفترة ذاتها من السنة الماضية. ورغم تراجع إيرادات احتكارات ومساهمات الدولة بناقص 56.5 %، تظل أهم مساهمة في هذا الصنف من الموارد، إذ وصلت قيمتها الإجمالية إلى مليار و 313 مليون درهم.

عبد الواحد كنفراوي

و 808 ملايين درهم، ويرجع هذا التحسن بالدرجة الأولى إلى الضرائب غير المباشرة، التي سجلت ارتفاعا بنسبة 5.5 % والحقوق الجمركية التي سجلت ارتفاعا بنسبة 17.5 %. بالمقابل عرفت الضرائب المباشرة تراجعاً بناقص 5.2 %، بفعل التراجع الملحوظ لموارد الضريبة على الشركات التي تراجعت بناقص 13.1 %، وتحسن طفيف للضريبة على الدخل التي ارتفعت مواردها بحوالي 2.2 %، في حين سجل استقرار في موارد الضريبة المهنية وضريبة السكن. وسأهمت زعائر التأخير بشكل ملحوظ في الحد من تدهور موارد الضرائب المباشرة، إذ استخلصت المصالح الضريبية 810 ملايين درهم. ولم تتجاوز نسبة تحصيل موارد الضرائب المباشرة 37 %، بالمقارنة مع الموارد المتوقعة في قانون المالية للسنة الجارية.

بالمقابل وصلت نسبة تحصيل الضرائب غير المباشرة 41 % على العموم، ووصلت النسبة إلى 42

لجاً محمد بوسعيد وزير الاقتصاد والمالية لهبات دول الخليج من أجل توفير السيولة الكافية لتغطية عجز الميزانية، إذ حول من الصندوق الخاص بها 24 مليارا لفائدة الميزانية العامة، خلال خمسة أشهر الأولى من السنة. وسأهمت هذه الهبات في رفع الموارد العادية للميزانية إلى 11 مليارا و 900 مليون درهم، ما يمثل زيادة بنسبة 24.8 %، مقارنة بالفترة ذاتها من السنة الماضية. وأفادت مصادر من الخزينة العامة للمملكة أنه لو لا هذه الهبات لعرفت الموارد تراجعاً بناقص 1 %.

بالموازاة مع ذلك، لجأت الخزينة إلى الاقتراض من السوق الداخلي لتغطية خصائص التمويل المسجل في الميزانية الذي وصل إلى 25 مليارا و 200 مليون، واقتترضت الحكومة مبلغ 29 مليار درهم. وعرفت الموارد الضريبية تحسناً طفيفاً لم تتجاوز نسبته 0.6 %، مقارنة بمستواها خلال خمسة أشهر الأولى من السنة الماضية، لتستقر في حدود 86 مليارا

# الدين الداخلي للمغرب وصل عند متم ماي إلى 533.7 مليار درهم

قالت وزارة الاقتصاد والمالية في تقريرها الشهري الذي تعده مديرية الخزينة العامة أن جاري الدين الداخلي للمغرب بلغ عند متم ماي الماضي 533.7 مليار درهم، بارتفاع معدله 2.7 في المائة مقارنة مع مستواه في متم دجنبر من العام الماضي، وعزت الوزارة ارتفاع منسوب الدين الداخلي إلى اقتراض الخزينة من السوق المحلي لمبالغ تقدر بنحو 11.4 مليار درهم نتيجة لترحها عبر سندات الخزينة لأزيد من 44.6 مليار درهم وتسيديها لحوالي 33.1 مليار درهم.

وأكدت بيانات مديرية الخزينة أن نفقات خدمة ديون الخزينة تراجعت في شهر ماي الماضي بنسبة 2.6 في المائة لتصل إلى 11.6 مليار درهم كفوائد عوض 11.9 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام الماضي.

# الدين الداخلي للمغرب وصل عند متم ماي 2018 إلى 533.7 مليار درهم

## خدمة فوائد المديونية الخارجية قفزت بأكثر من 37 في المائة



■ عماد عادل

يشكل متمسارح خلال السنوات الأخيرة، إذ لم يكن الدين العمومي الخارجي يتعدى 234 مليار درهم سنة 2013 ليأخذ منحى سننى 2013 و2015 إلى 301 مليار درهم، أي بزيادة تفوق 66 مليار درهم خلال عامين! ثم ارتفع ب 12 مليار درهم سنة 2016 ليصل إلى 312.4 مليار درهم ليقترب ب 20 مليار درهم سنة 2017 متجاوزا عتبة 332 مليار درهم.

وهكذا يكون الدين الخارجي للبلاد قد قفز في ظرف 5 سنوات ب 98 مليار درهم وهي أعلى وتيرة عرفتها المديونية الخارجية على الإطلاق، وعند متم سنة 2017، أصبح الدين الخارجي للمغرب يمثل 31 بالمائة من الناتج الداخلي الخام مقابل 30,8 بالمائة سنة قبلها.

وفي ما يتعلق ببنية الدين الخارجي العمومي، فإن الدائنين متعددي الأطراف يشكّلون أول مجموعة من دائني المغرب بحصة تبلغ 47,3 بالمائة من مجموع الدين الخارجي العمومي، يليهم الدائنون ثنائيو الأطراف ب (29,3 بالمائة)، ثم السوق المالي الدولي والأينك التجارية ب (23,4 بالمائة).

على صعيد آخر أضافت مديرية الخزينة والمالية الخارجية، بأن وضعية التحملات وموارد الخزينة الضمت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 14,2 مليار درهم عند متم ابريل 2018، مقابل 12,8 مليار درهم في نفس الفترة من السنة الماضية.

وأوضحت المديرية، في نشرتها الخاصة بالقرينة لشهر يونيو 2018 أصدرتها اليوم الخميس، أن هذا الارتفاع في مستوى العجز يعزى أساسا إلى انخفاض رصيد الحسابات الخاصة

بالت وزارة الاقتصاد والمالية في تقريرها الشهري الذي تعده مديرية الخزينة العامة أن جاري الدين الداخلي للمغرب بلغ عند متم ماي الماضي 533.7 مليار درهم، بارتفاع معناه 2.7 في المائة مقارنة مع مستواه في متم جانيير من العام الماضي، وعزت الوزارة ارتفاع منسوب الدين الداخلي إلى القروض الخزينة من السوق المحلي لمبالغ تقدر بنحو 11.4 مليار درهم نتيجة طرحها عبر سندات الخزينة لأزيد من 44.6 مليار درهم وتسديدها لنحو 33.1 مليار درهم.

وأكدت بيانات مديرية الخزينة أن نفقات خدمة ديون الخزينة تراجعت في شهر ماي الماضي بنسبة 2.6 في المائة لتصل إلى 11.6 مليار درهم كقوائد عوض 11.9 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام الماضي، وابتلعت فوائد الديون الداخلية وحدها 10.9 مليار درهم بانخفاض معناه ناقص 4.6 في المائة، بالمقابل ارتفعت كلفة فوائد المديونية الخارجية بمعدل 37,3 في المائة لتتجاوز 765 مليون درهم عوض 557 مليون درهم المسجلة في نفس التاريخ من العام الماضي.

ويذكر أن إجمالي الدين الخارجي العمومي للمغرب بلغ عند متم جانيير الماضي أزيد من 35.6 مليار دولار أي 332.3 مليار درهم، وقد ارتفع منسوب الدين الخارجي للبلاد بنحو 20 مليار درهم ما بين 2016 و2017.

ونفاقت المديونية الخارجية للمملكة

(4,7 في المائة) مقارنة بالمستوى المسجل خلال نفس الفترة من العام الماضي، وفيما يتعلق بالرسوم الجمركية سجلت الإيرادات زيادة قدرها 508 مليون درهم (17,3 في المائة) مقارنة بالفترة نفسها من عام 2017، فيما سجلت رسوم التسجيل والتبنيير تحسنا قدره 249 مليون درهم (3,7 في المائة)، وأشارت المتكرة إلى أن الإيرادات غير الضريبية ارتفعت ب 299 مليون درهم (9,7 في المائة)، ويرجع ذلك على الخصوص إلى انخفاض في أموال المساعدة (56 مليون درهم مقابل 224 مليون درهم).

من جهة أخرى، سجلت إيرادات الضريبة على الدخل زيادة بنسبة 2,3 في المائة إلى 14,7 مليار درهم بفضل تحسن إيرادات الضريبة على الدخل المفروضة على الأجور وبخصوص الضرائب غير المباشرة، أشارت المديرية إلى أن الضريبة على القيمة المضافة سجلت ارتفاعا بنسبة 1,3 مليار درهم (6,9 في المائة)، مرده إلى زيادة الضريبة على القيمة المضافة المحلية (+264 مليون درهم) والضريبة على القيمة المضافة عند الاستيراد (+1 مليار درهم)، مضيفة أن إيرادات ضرائب الاستهلاك الداخلي بلغت 8,7 ملايين درهم، بزيادة قدرها 394 مليون درهم

للميزانية في وقت انخفضت فيه النفقات الإجمالية وسجلت المدخيل العادية شبه استقرار.

وأيضاً المديرية، في هذا الصدد، أن المدخيل الضريبية سجلت شبه استقرار في حدود 70,6 مليار درهم، بانخفاض قدره 2,4 مليار درهم (7,2 في المائة) في الضرائب المباشرة وارتفاع ب 1,7 مليار درهم (6,3 في المائة) في الضرائب غير المباشرة.

ويعزى انخفاض الضرائب المباشرة بالأساس إلى تراجع إيرادات الضريبة على الشركات بنسبة 15,2 في المائة إلى 15,9 مليار درهم.

# 19 مليار درهم عجز الميزانية في ماي 2018

الضرائب ل 902 مليون درهم. وأضاهت الخزينة العامة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة كان سلبيا ل 16.4 مليار درهم، مشيرة إلى أنه ماعدا التحويل الاستثنائي تبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى « الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة، وكان هذا الرصيد إيجابيا بنسبة 7.6 مليار درهم، وأوضحت النشرة أنه

وأشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنه بالنسبة لإيرادات الحسابات الخاصة بالخزينة، فقد بلغت 37.9 مليار درهم، مع الأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار النسبة ل 11.1 مليار درهم، وعائدات قدرها 147 مليون درهم كهيئات من دول الخليج. وسجل المصدر ذاته أن نفقات الحسابات «الخاصة للخزينة بلغت

تحويلات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 27.8 في المئة من سداد الدين الأساسي (13.5 مليار درهم مقابل 18.8 مليار درهم) وبنسبة 2.6 في المئة من الفوائد المترتبة على الدين (11.7 مليار درهم مقابل 12 مليار درهم). من جهة أخرى، ذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت إلى 246.8 مليار

← أضافت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 19.3 مليار درهم عند متم ماي 2018، مقابل 8.3 مليار درهم قبل سنة. وأوضحته الخزينة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية، أن المداخيل العادية بلغت 115.9 مليار درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من 2018، مسجلة ارتفاعا نسبتها 24.8 في المئة أخذا بعين الاعتبار التحويل الاستثنائي لتبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة، في وقت سجلت فيه المداخيل العادية انخفاضا بلغ 1 في المئة، وبخصوص نفقات الميزانية العامة فقد بلغت 133.6 مليار درهم، وذلك بارتفاع نسبته 0.2 في المئة. ويمزى تزايد المداخيل العادية، حسب المصدر ذاته، إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 346,6 في المئة وكذا إلى ارتفاع الضرائب الجمركية بنسبة 17.5 في المئة والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.5 في المئة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 5.2 في المئة وواجبات التسجيل والتهرب ب 2.1 في المئة. كما عزت الخزينة ارتفاع النفقات إلى ارتفاع بنسبة 6.4 في المئة في نفقات التسخير و3.5 في المئة في نفقات الاستثمار، مقرونة بتراجع بنسبة 18 في المئة في تحويلات الدين المدرج في الميزانية، مبرزة أن تقلص



على مستوى مداخليل مصالح الدولة التي تدبر بكمية مستقلة، فقد بلغت 1.6 مليار درهم، بارتفاع نسبته 64.1 في المائة، في حين بلغت نفقاتها 339 مليون درهم، بانخفاض قدره 30.2 في المائة مقارنة مع نهاية ماي 2017.

54.3 مليار درهم، مع الأخذ بعين الاعتبار تحويل مبلغ 25.6 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحا أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الخزينة، بشأن المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من

درهم خلال الأشهر الخمسة الأولى من السنة الجارية، لتمثل نسبة 50 في المائة مقابل 44 متم ماي 2017، مشيرا إلى أن نسبة تنفيذ الالتزامات بلغت 76 في المائة، مقابل 75 في المئة سنة قبلها.

## من جديد.. ارتفاع عجز ميزانية المغرب بأكثر من 19 مليار درهم



الكاتب: عبد اللطيف حيدة في: 25 يونيو 2018 - 17:30 القسم: آخر الأخبار اقتصاد الأبرز Print البريد الإلكتروني

ارتفع، من جديد، عجز ميزانية المغرب بشكل كبير هذا العام مقارنة بالعام الماضي، حسب الاحصائيات المالية العمومية التي تقدمتها الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية.

وأفادت الخزينة، في نشرتها الشهرية، أنه عند متم ماي 2018، فإن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 19.3 مليار درهم، مقابل 8.3 مليار درهم قبل سنة.

وبلغت المدخيل العادية 115.9 مليار درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من 2018، مسجلة ارتفاعا نسبته 24.8 في المائة، إذا بعين الاعتبار التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة، في وقت سجلت فيه المدخيل العادية انخفاضا بلغ 1 في المئة. وبلغت نفقات الميزانية العامة 133.8 مليار درهم، وذلك بارتفاع نسبته 0.2 في المائة.

وعزت الخزينة ارتفاع النفقات الى ارتفاع بنسبة 6.4 في المئة في نفقات التسيير و3.5 في المئة في نفقات الاستثمار، مقرونة بتراجع بنسبة 18 في المئة في تحملات الدين المدرج في الميزانية، مبرزة أن تقلص تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى الى انخفاض بنسبة 27.8 في المئة من سداد الدين الأساسي ( 13,5 مليار درهم مقابل 18,8 مليار درهم ) وبنسبة 2.6 في المئة من الفوائد المترتبة على الدين ( 11.7 مليار درهم مقابل 12 مليار درهم).

وبلغت نفقات الحسابات الخاصة للخزينة 54.3 مليار درهم، مع الأخذ بعين الاعتبار تحويل مبلغ 25.8 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحا أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الخزينة، بشأن المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب ل 902 مليون درهم.

## عجز الميزانية فاق 19 مليار درهم نهاية ماي 2018



أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 19.3 مليار درهم عند متم ماي 2018، مقابل 8.3 مليار درهم قبل سنة.

وأوضحت الخزينة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية، أن المداخيل العادية بلغت 115.9 مليار درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من 2018، مسجلة ارتفاعا نسبته 24.8 في المئة اخذا بعين الاعتبار التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى " الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة، في وقت سجلت فيه المداخيل العادية انخفاضا بلغ 1 في المئة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة فقد بلغت 133.6 مليار درهم، وذلك بارتفاع نسبته 0.2 في المئة.

ويعزى تزايد المداخيل العادية، حسب المصدر ذاته، الى ارتفاع المداخيل غير الضري بية بنسبة 346.6 في المئة وكذا الى ارتفاع الضرائب الجمركية بنسبة 17.5 في المئة والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.5 في المئة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 5.2 في المئة وواجبات التسجيل والتنبر ب 2.1 في المئة .

كما عزت الخزينة ارتفاع النفقات الى ارتفاع بنسبة 6.4 في المئة في نفقات التسيير و 3.5 في المئة في نفقات الاستثمار، مقرونة بتراجع بنسبة 18 في المئة في تحملات الدين المدرج في الميزانية، مبرزة أن تقلص تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى الى انخفاض بنسبة 27.8 في المئة من سداد الدين الأساسي (13,5 مليار درهم مقابل 18.8 مليار درهم ) وبنسبة 2.6 في المئة من الفوائد المترتبة على الدين ( 11.7 مليار درهم مقابل 12 مليار درهم).

من جهة أخرى، ذكر المصدر ذاته أن الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، ارتفعت الى 246.8 مليار درهم خلال الأشهر الخمسة الأولى من السنة الجارية،

لتمثل نسبة 50 في المئة مقابل 44 متم ماي 2017، مشيرا إلى أن نسبة تنفيذ الالتزامات بلغت 76 في المئة، مقابل 75 في المئة سنة قبلها.

وأشارت الخزينة العامة للمملكة إلى أنه بالنسبة لإيرادات الحسابات الخاصة بالخزينة، فقد بلغت 37.9 مليار درهم، مع الأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار النسبة ل 11.1 مليار درهم، وعائدات قدرها 147 مليون درهم كهبات من دول الخليج.

وسجل المصدر ذاته أن نفقات الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 54.3 مليار درهم، مع الأخذ بعين الاعتبار تحويل مبلغ 25.6 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحا أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الخزينة، بشأن المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب ل 902 مليون درهم. وأضافت الخزينة العامة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة كان سلبيا ل 16.4 مليار درهم، مشيرة إلى أنه ماعدا التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى " الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي " لفائدة الميزانية العامة، وكان هذا الرصيد إيجابيا بنسبة 7.6 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أنه على مستوى مداخيل مصالح الدولة التي تدبر بكيفية مستقلة، فقد بلغت 1.6 مليار درهم، بارتفاع نسبته 64,1 في المئة، في حين بلغت نفقاتها 339 مليون درهم، بانخفاض قدره 30.2 في المائة مقارنة مع نهاية ماي 2017.

## عجز الميزانية فاق 19 مليار درهم نهاية ماي 2018

MAP

### نققات الميزانية العامة

133,6 مليار درهم

+0,2% عند مايو 2018

نققات التمويل +6,4%

نققات الاستثمار +3,5%

تحميلات الدين المدرج في الميزانية -18%



### المداخيل العادية

115,9 مليار درهم

+24,8% عند مايو 2018

المداخيل غير الضريبية +346,6%

الضرائب الجمركية +17,5%

الضرائب غير المباشرة +5,5%

الضرائب المباشرة -5,2%

واجبات التسجيل والتبرير -2,1%

### العجز في الميزانية

19,3 مليار درهم

8,3 مليار درهم

### تحميلات الدين المدرج في الميزانية

بموازاة الدين الأساسي -27,8%

13,5 مليار درهم

18,8 مليار درهم

الفوائد المترتبة على الدين -0,1%

11,7 مليار درهم

12 مليار درهم

## عجز الميزانية فاق 19 مليار درهم نهاية ماي 2018

الإثنين، 25 يونيو 2018 إلى 13:27

الرباط - أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 19,3 مليار درهم عند منم ماي 2018، مقابل 8,3 مليار درهم قبل سنة.

## بلغت 115.9 مليار درهم في الأشهر الخمسة الأولى من 2018 الخزينة العامة للمغرب تعلن ارتفاع المداخيل العادية بنسبة 24%



الخزينة العامة للمملكة التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية

الدار البيضاء - رضى عبد المجيد

وأفادت **الخزينة العامة للمملكة التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية**، أن المداخيل العادية بلغت 115.9 مليار درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من 2018، مسجلة ارتفاعاً نسبته 24.8 في المائة أخذاً بعين الاعتبار التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة.

وأوضحت الخزينة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية، أن تزايد المداخيل العادية، يعود إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 346.6 في المائة، وكذا إلى ارتفاع الضرائب الجمركية بنسبة 17.5 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.5 في المائة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 5.2 في المائة وواجبات التسجيل بـ2.1 في المائة.

وذكر المصدر ذاته، أن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 19.3 مليار درهم عند متم مايو 2018، مقابل 8.3 مليار درهم قبل سنة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة فقد بلغت 133.6 مليار درهم، وذلك بارتفاع نسبته 0.2 في المائة، وهو الأمر الذي عزته الخزينة إلى ارتفاع بنسبة 6.4 في المائة في نفقات التسيير، و 3.5 في المائة في نفقات الاستثمار، مقرونة بتراجع بنسبة 18 في المائة في تحملات الدين المدرج في الميزانية، مبرزة أن تقلص تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 27.8 في المائة من سداد الدين الأساسي، وبنسبة 2.6 في المائة من الفوائد المترتبة على الدين.

## الخزينة العامة: ارتفاع المداخيل العادية للمغرب بأزيد من 24 بالمائة



أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن المداخيل العادية بلغت 115.9 مليار درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من 2018، مسجلة ارتفاعا نسبته 24.8 في المائة أخذا بعين الاعتبار التحويل الاستثنائي لمبلغ 24 مليار درهم الذي تم من التحويل الخاص المسمى "الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة.

وأوضحت الخزينة، في نشرتها الشهرية لإحصائيات المالية العمومية، أن تزايد المداخيل العادية، يعزي إلى ارتفاع المداخيل غير الضريبية بنسبة 346.6 في المائة، وكذا إلى ارتفاع الضرائب الجمركية بنسبة 17.5 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.5 في المائة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 5.2 في المائة وواجبات التسجيل والتتبر ب 2.1 في المائة .

وذكر المصدر ذاته، أن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 19.3 مليار درهم عند متم ماي 2018، مقابل 8.3 مليار درهم قبل سنة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة فقد بلغت 133.6 مليار درهم، وذلك بارتفاع نسبته 0.2 في المائة، وهو الأمر الذي عزته الخزينة إلى ارتفاع بنسبة 6.4 في المائة في نفقات التسيير، و3.5 في المائة في نفقات الاستثمار، مقرونة بتراجع بنسبة 18 في المائة في تحملات الدين المدرج في الميزانية، مبرزة أن تقلص تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 27.8 في المائة من سداد الدين الأساسي، وبنسبة 2.6 في المائة من الفوائد المترتبة على الدين.